

LE BOLCHEVIK



LIGUE TROTSKYSTE DE FRANCE - Section sympathisante de la TENDANCE SPARTACISTE INTERNATIONALE

OCI: agents électoraux du front populaire

Les pseudo-trotskyistes de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) et de l'Organisation communiste internationaliste (OCI) ont été pris d'une grande panique au moment de l'explosion théâtrale des discussions de septembre sur l'"actualisation" du programme commun marquant le début d'une période démagogique d'échange d'insultes entre les dirigeants du PC et du PS. Des années de critiques de l'union de la gauche de la part de l'OCI et de la LCR (ce qui ne les a d'ailleurs jamais empêchées d'appeler à voter pour les candidats de ce front populaire bourgeois) ont été soudain enfouies sous les campagnes hystériques pour l'"unité" à tout prix afin d'assurer la victoire du front populaire aux prochaines législatives. "Il faut l'unité" était le cri à la une de Rouge et d'Informations Ouvrières qui reprenaient le "Assez -- Cessez vos querelles" du Matin de Paris. L'OCI et la LCR sont peut-être cyniques, mais les grands titres de leurs journaux étaient ce jour-là probablement sincères car comment, après tout, pourraient-elles jouer leur rôle de groupe de pression à gauche du front populaire s'il n'y a pas de front populaire à "pousser à gauche"?

Au cas où subsisteraient encore des doutes sur les intentions de l'OCI de subordonner leur "orthodoxie" aux exigences de la campagne électorale des réformistes, le comité central de l'OCI a obligeamment réaffirmé, dans les termes les plus clairs, la formulation classique, étapistes et stalinienne qui lie les ouvriers à leur ennemi de classe:

"Tout en soulignant que le combat de l'OCI reste, comme auparavant, la lutte pour l'instauration de la République des conseils, le premier pas, dans cette voie est d'aider les masses laborieuses et la jeunesse à réaliser le front unique pour la satisfaction des revendications et pour balayer la Ve République et ses institutions."

-- Informations Ouvrières n°819,
28 septembre - 5 octobre
[souligné par nous]

Comme entre autres dans sa campagne pour Mitterrand en 1974, l'OCI est obligée d'effectuer un tour de passe-passe pour faire disparaître le fait que, quand les partis ouvriers réformistes font partie d'un front populaire, leurs candidats sont les candidats d'une formation bourgeoise. En 1974, l'OCI a uniquement fait passer Mitterrand pour le "premier secrétaire du PS" alors qu'il était le candidat unique du front populaire. Aujourd'hui, après plusieurs mois pendant lesquels l'OCI a passé sous la table le mot d'ordre de rupture avec les radicaux bourgeois, elle fait comme si les récents éclats entre Marchais, Mitterrand et Fabre avaient rendu in-existant ce bloc avec les radicaux. Pourtant, à ce jour, aucun incident, aucune déclaration, ne permettent de dire que les partis réformistes ont rompu avec le cadre du front populaire. Au contraire, tous prétendent être les "meilleurs défenseurs" de leur version "actualisée" du programme commun; "actualisé" ou pas, le programme commun est le cadre concret de cette alliance de front populaire.

Maintenant, l'OCI demande aux ouvriers de "voter inconditionnellement PCF-PS" (Informations Ouvrières n°823, 26 octobre - 3 novembre [souligné par nous]), alors que la "condition" du PCF et du PS ne fait aucun doute: c'est le soutien à la stratégie d'alliances parlementaires de front populaire et au programme commun. Réclamer "une majorité PC-PS à l'Assemblée nationale" dans le cadre des rapports de force actuels et des illusions répandues de la classe ouvrière, et sans rupture définitive des réformistes avec ce front populaire, ce n'est pas voter "classe contre classe"; cela ne peut être qu'un appel voilé à élire un gouvernement de front populaire. Tous les appels à un "gouvernement PC-PS sans ministres bourgeois" ou les appels implicites à la rupture avec les radicaux de gauche et les gaulistes sont transformés en mascarade par le mot "inconditionnellement".

L'OCI a tellement peur d'empêcher la victoire électorale de l'union de la gauche ou de ses composantes

qu'aux législatives de 78 elle va poursuivre sa politique de refus de présenter ses propres candidats, horrifiée à la pensée que son petit nombre de voix puisse être interprété comme une protestation véritable contre les traîtres réformistes — c'est ce que l'OCI appelle "refuser d'aider la droite". Aux dernières municipales, l'OCI avait réussi à maintenir une apparence d'opposition au front populaire en refusant de voter pour les candidats des partis bourgeois de l'union de la gauche (ce que ne firent même pas LO et la LCR) et nous avons écrit:

"Les trotskystes pourraient donner un soutien critique à des candidats qui se présenteraient sur les positions de l'OCI qui représentent une opposition partielle et déformée au front populaire. Mais il n'y a pas de candidats de l'OCI aux municipales et ce n'est pas un hasard."

— Workers Vanguard n°148, 1er mars

Certains militants de l'OCI prétendaient, pour excuser leur organisation, que les municipales n'étaient que des élections relativement peu importantes. Mais l'"importance" des législatives n'a fait que stimuler l'épanouissement de la méthodologie capitulaire de l'OCI.

Il a fallu à l'OCI une bonne dose de mépris cynique de la cohérence politique — et des intérêts des ouvriers. — pour évoquer dans le même numéro d'IO n°823 "le bilan de l'Unité populaire [du Chili] en tant que front populaire de nature contre-révolutionnaire" et, à quelques pages de différence, "l'unité pour assurer la victoire d'un candidat de PCF ou du PS au deuxième tour" comme étant la "voie de la victoire!". Mais il arrive que les centristes pris la main dans le sac en train de trahir expriment leurs contradictions de cette manière grotesque et effrontée. Joaquin Maurin du POUM espagnol déclarait à propos de l'entrée du POUM dans le front populaire de Barcelone: "Nous sommes pour le front populaire parce que nous sommes contre" (cité dans Joaquin Maurin 1893-1973 de Don Bareman).

Ce que les militants de la Ligue trotskyste de France (LTF) et de la tendance spartaciste internationale (TSI) ont à répondre à cet opportunisme impudent, c'est que les ouvriers n'ont pas plus à gagner à la victoire d'une formation bourgeoise qu'à une autre. Les débats dans les réunions au sommet de l'union de la gauche ne portent pas sur les nationalisations, mais sur lequel des traîtres réformistes réussira le mieux à faire passer les attaques contre la classe ouvrière et sur lequel tiendra la dragée haute aux ouvriers dans l'administration des entreprises nationalisées.

Il n'est pas du tout surprenant que les minuscules radicaux de gauche aient eu une influence décisive dans les pourparlers sur l'"actualisation" du programme commun. Ils ne sont, comme le dit Trotsky,

que "l'ombre de la bourgeoisie", mais ils sont la garantie pour la bourgeoisie que l'union de la gauche ne sortira pas du cadre de son programme qui promet de ne pas toucher à l'appareil d'Etat et à la classe dominante. Leur présence dans l'union de la gauche sert aussi d'excuse à Marchais et à Mitterrand qui ne peuvent pas "revenir sur leurs accords" afin de se battre pour les intérêts de la classe ouvrière.

Un parti révolutionnaire ne "fait pas l'expérience" du front populaire avec les travailleurs, pas plus qu'il ne "fait l'expérience" de l'hystérie patriotique quand une guerre inter-impérialiste éclate. Les travailleurs doivent exiger, comme condition minimum à un soutien électoral, que le PC et le PS rompent avec leurs partenaires électoraux bourgeois et avec le programme commun qui sert de cadre à cette alliance de collaboration de classe. En avançant ces mots d'ordre couplés avec des revendications transitoires, l'organisation trotskyste cherche à scissionner et à détruire les partis réformistes et à gagner leur base ouvrière en lui montrant la voie de la lutte extra-parlementaire nécessaire et du gouvernement ouvrier qui, comme le dit Trotsky dans le Programme de Transition, n'est "qu'une dénomination populaire de la dictature du prolétariat", et qui doit reposer sur les organes ouvriers de double pouvoir.

Bien entendu, la campagne actuelle pour l'"unité" prend la forme de pression sur les stalinien pour la LCR et sur les sociaux-démocrates pour l'OCI. Ainsi, à la conférence de presse du 27 septembre, Alain Krivine s'est lancé dans le débat sur les nationalisations et, acceptant les termes posés dès 1971 par Marchais, réclama "un seuil minimum de nationalisation qui permettrait de changer la logique du système capitaliste" (Le Monde, 29 septembre). L'OCI, de son côté, s'est jetée dans la bataille aux côtés des sociaux-démocrates. Quand le PS déclara qu'il était prêt à se désister au second tour pour améliorer les résultats électoraux du front populaire, l'OCI affirma doucereusement que "sur ce point précis, l'attitude de Mauroy et de Mitterrand correspond totalement aux intérêts ouvriers qui appellent le combat pour une majorité PS-PCF aux élections législatives" (Informations Ouvrières n°824, 3-9 novembre). Et l'accord de désistement que Mitterrand a signé avec les radicaux? Correspond-il aussi "totalement aux intérêts des ouvriers"?

Si l'on ne peut pas obtenir l'unité, se dit l'OCI, "le minimum que l'on puisse faire" est une campagne pour le désistement (IO n°823). Une première étape dans la première étape! La campagne de pétitions n'a pas suffi. Il a fallu une structure organisationnelle pour mettre en application cet objectif "minimum"; ainsi, dans les villes où le candidat du PS est particulièrement menacé, "les travailleurs sont invités à se regrouper avec les comités unitaires de base pour que les dirigeants du PC de ces villes se prononcent pour le désistement" (IO n°824). L'OCI favorise cette campagne

parce qu'elle lui permet de prétendre qu'il y a une différence de degré entre la trahison des sociaux-démocrates et celle des staliniens. Dans la "dialectique" lambertiste, l'unité des traîtres réformistes étant une bonne chose pour les ouvriers, le PC est donc plus "mauvais" pour les ouvriers que le PS.

Alors qu'en fait les deux bureaucraties réformistes, aussi contre-révolutionnaires l'une que l'autre, iront toutes deux aussi loin qu'il le faudra pour livrer la classe ouvrière pieds et poings liés aux patrons. La campagne de "désistement" de l'OCI n'est que la dernière en date de ses tentatives d'enjoliver la social-démocratie -- du Portugal à la France en passant par l'Allemagne.

On peut bien imaginer l'embarras du jeune militant de l'OCI de Villetaneuse qui, attaquant un bureaucrate stalinien parce qu'il brisait l'"unité" -- tout en évitant soigneusement de faire allusion au front populaire, question centrale -- se fit faire cette pieuse réponse: "Il vaut mieux perdre les élections que d'être élus sur un mauvais programme" (IQ n°823). La conclusion de IQ fut: "Mais de qui se moque-t-on?" C'est précisément la question, camarades.

Trotsky n'était pas tendre pour ceux qui, comme l'OCI, tenaient des propos sociaux-démocrates sur l'"unité inconditionnelle". En 1935, dans une réponse aux arguments des pivertistes français qui disaient que "les masses cherchent l'unité" et qu'il ne "faut pas se couper des masses", il écrivait:

"Nous répondons que la poussée instinctive pour l'unité est très souvent une poussée propre aux masses; mais une recherche consciente de l'unité sur une base révolutionnaire est propre à l'avant-garde prolétarienne. Laquelle de ces deux tendances des marxistes révolutionnaires devraient-ils soutenir? Par exemple, l'unité organique de la classe ouvrière existe depuis longtemps en Angleterre. Mais, en même temps, elle signifie l'unité politique de la classe ouvrière avec la bourgeoisie impérialiste. (...) Dans de telles conditions, l'unité organique est une conspiration de la bureaucratie ouvrière contre les intérêts fondamentaux du prolétariat. Les choses vont-elles mieux en France? (...) Dès le départ, le Front unique en France a été transformé en instrument de collaboration avec la bourgeoisie. La fusion organique des deux partis, si elle se réalisait, ne signifierait, dans les conditions actuelles, que la préparation à l'unité nationale. (...) Quand les centristes, sur les talons de la droite commencent à trop proclamer l'unité, le marxiste a le devoir d'être sur ses gardes. L'unité de qui? Au nom de quoi? Contre qui? Sans une claire définition des buts et des tâches, le mot d'ordre d'unité peut devenir le pire des pièges possible. Les marxistes sont pour l'unité des révolutionnaires authentiques, pour la fusion des internationalistes militants,

seuls capables de conduire le prolétariat sur le chemin de la révolution socialiste."

-- Trotsky, "Préface à la brochure de Fred Zeller", 7 novembre 1935 [souligné dans l'original] (le passage entre crochets a été omis dans la version publiée par Pierre Broué dans Le Mouvement communiste en France)

Le Programme de Transition, pas la "LOR"

La politique capitularde de l'OCI prend racine dans sa conception anti-léniniste de la construction du parti. Sa stratégie de construction du parti est la construction de la "Ligue ouvrière révolutionnaire" (LOR), regroupement sur un programme minimum et explicitement centriste pour récupérer les "couches larges" en rupture avec le PC et le PS. A partir de là, l'OCI a créé toute une série de formations "cache-sexe", qui ont d'ailleurs toutes mal fini, des Comités d'alliance ouvrière d'après 68 aux Comités unitaires de base (CUB) actuels en passant par les "groupes politiques" (1973). A chaque changement, on rabaisait un peu plus le programme, mais les masses ne venaient toujours pas.

La conception de l'OCI de construction du parti par la LOR est fondamentalement liquidationniste puisqu'elle projette de construire le parti en avançant le programme par étapes (d'abord on forme un regroupement centriste, puis...). L'OCI s'imagine donc qu'elle doit d'abord avancer un programme minimum pour aguicher les masses et les détourner des partis traditionnels:

"C'est-à-dire, amener, dans une première étape, les cadres et militants à s'opposer aux appareils sans qu'ils soient conduits à penser que l'OCI leur demande de rompre immédiatement avec la confiance (ébréchée certes, mais confiance tout de même) qu'ils gardent dans les directions traditionnelles."

-- Thèses adoptées par le 17e congrès de l'OCI (juin 1971), La Vérité n°561, juillet 1973 [souligné par nous]

Mais Lénine a toujours insisté sur le fait qu'on ne peut construire le parti révolutionnaire que sur la base de l'unité sur le programme révolutionnaire. Lénine et Trotsky ont cherché à construire le parti révolutionnaire par le regroupement révolutionnaire: en intervenant sur la base du programme révolutionnaire complet pour provoquer des scissions dans les partis réformistes et centristes et en gagnant ainsi leur base au programme révolutionnaire. C'est ainsi que Lénine a construit les partis de la Troisième Internationale, en provoquant des scissions dans la social-démocratie sur la base des 21 conditions qui représentaient le programme complet de l'Internationale communiste. C'est de cette manière aussi que la TSI, quoiqu'à une plus petite échelle, s'est construite par des fusions sur la base du programme trotskyste complet exprimé dans le Programme de Transition, l'exemple le plus récent

étant la fusion avec l'Organizacion Trotskista Revolucionaria (OTR) chilienne.

La position de l'OCI que la formation du parti révolutionnaire doit inévitablement passer par un "large" regroupement de tendances politiques différentes est essentiellement une conception social-démocrate, typique de la Deuxième Internationale d'avant la deuxième guerre mondiale. Il n'est donc pas surprenant qu'un dirigeant de l'OCI se sente obligé de se solidariser explicitement avec Rosa Luxembourg contre Lénine sur la méthode de construction du parti:

"La rigidité centraliste de Que Faire? est liée aux caractères propres du prolétariat russe, c'est-à-dire d'un prolétariat naissant (...). Le rôle de l'intelligentsia révolutionnaire comme facteur d'organisation et de conscience, tel que le dépeint Lénine, est donc proportionnel au degré d'arriération relative d'un prolétariat légalement privé de toute forme d'organisation syndicale ou politique.

"Ainsi le conflit entre Lénine et Rosa Luxembourg par exemple apparaît, compte non tenu de leurs traits personnels, comme l'expression de l'énorme distance qui sépare l'un des prolétariats les plus incultes d'Europe et le prolétariat allemand, alors le plus puissant et politiquement le plus vigoureux et le plus mûr du monde."

-- Jean-Jacques Marie, Introduction à Que Faire?

La méthode léniniste de construction du parti a été réaffirmée par Trotsky dans la bataille fractionnelle historique de la section française contre Molinier et Frank, bataille dont les leçons sont toujours valables aujourd'hui. A la fin de 1935, au moment où le Groupe bolchévique-léniniste (GBL) allait quitter la SFIO et former un parti indépendant après une période d'entrisme, une violente lutte fractionnelle éclata sur l'attitude à adopter par rapport à la Gauche révolutionnaire (GR) de Pivert, une "couche large" à gauche dans la SFIO. Trotsky insistait qu'il fallait mener une lutte polémique dure contre Pivert, axée sur la nécessité de former la Quatrième Internationale, ce qui était la principale divergence programmatique entre le GBL et Pivert.

Molinier et Frank se sont opposés à Trotsky et ont préconisé une conception de construction du parti étonnamment similaire à celle de l'OCI. Ils voulaient faire un "front unique" durable avec les pivertistes en formant avec eux des "Groupes d'action révolutionnaire" (GAR) reposant sur un programme minimum (centriste) en 4 points. Les GAR, pensaient-ils, serviraient de structure pour attirer des pivertistes innocents dans les filets trotskystes. La conception de la presse de Molinier-Frank était parallèle à leur méthode de construction du parti; le journal qu'ils lancèrent, La Commune, était présenté sur une base ressemblant étrangement à celle d'Informations Ouvrières: non pas l'organe du parti mais l'expression des GAR, avec un pro-

gramme rabaisé qui permettrait d'en faire à peu de frais un "journal de masse".

La conception de Molinier-Frank qui, comme celle de l'OCI, est de chercher un raccourci vers les masses en formant un bloc avec les "couches larges" des formations centristes et en les assimilant petit à petit dans le parti ne peut que représenter une capitulation programmatique. Tirant les leçons de l'entrisme dans la SFIO et des relations du GBL avec la Gauche révolutionnaire de Pivert, Trotsky ne cessait de répéter que ce n'est que sur une base programmatique ferme, et en traçant une ligne de démarcation nette entre les révolutionnaires et les centristes, que l'on peut construire le parti. Il qualifia ses divergences avec Molinier et Frank d'"inconciliables" et les condamna pour leur "capitulation devant la montée social-patriote" ("A capitulation to the Centrists", 3 décembre 1935, in The Crisis in the French Section (1935-36)). Aujourd'hui quand l'OCI prétend que Trotsky adoptait une position de neutralité et qu'il "portait une appréciation également sévère" sur ses partisans et sur les scissionnistes du groupe Molinier (Quelques éléments de notre histoire), c'est uniquement pour obscurcir la question centrale de cette importante bataille: la méthode de construction du parti bolchévique.

Pour fournir une couverture d'"orthodoxie" à sa capitulation devant le front populaire, l'OCI essaie de faire une analogie entre ses "comités" du genre CUB et l'appel de Trotsky en 1935 à des "comités d'action". Mais pour Trotsky, les comités d'action étaient des organes de lutte de classe, liés à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière. Il insistait même que:

"Il serait néanmoins erroné de croire que l'on peut simplement, à un jour et une heure donnés, faire appel aux masses prolétariennes et petites-bourgeoises pour élire des comités d'action sur la base de statuts déterminés. Ce serait une façon purement bureaucratique et par conséquent stérile d'aborder la question."

-- "Front populaire et comités d'action",
26 novembre 1935

Pour Trotsky, les comités d'action étaient formés au travers de la mobilisation indépendante de la classe ouvrière contre l'Etat bourgeois. Il les opposait explicitement au front populaire, prévoyant que les comités d'action qui entreprendraient des tâches telles que la création de milices ouvrières pourraient devenir des organes de double pouvoir, des soviets.

Mais l'OCI insiste bien que ses "comités" ne sont pas créés pour la mobilisation révolutionnaire du prolétariat. Tous les comités que l'OCI réussirait à mettre sur pied seraient faits pour soutenir et faire pression sur un gouvernement parlementaire des principaux partis du front populaire:

"(...) le front unique des organisations et partis ouvriers; un gouvernement des partis ouvriers sans ministre représentant les organisations et partis

bourgeois; l'exigence que ce gouvernement une fois constitué satisfasse les revendications des masses et s'appuie sur le prolétariat organisé en comités, en soviets; qu'il prenne des mesures d'expropriation du capital et commence à détruire l'appareil d'Etat bourgeois, etc."

-- La Correspondance Internationale
n° spécial, décembre 1976

L'OCI renie la lutte anti-pabliste

La position de l'OCI aux élections présidentielles de 1974 a marqué sa consolidation sur une ligne centriste droitière. L'une de ses capitulations les plus remarquables dans ce tournant a été l'abandon de sa lutte contre le pablisme pour essayer de se frayer un chemin vers le Secrétariat unifié (SU) pabliste et particulièrement vers son aile réformiste, le SWP.

En 1965, Stéphane Just écrivait dans "Défense du trotskysme":

"Ce fut la révolution cubaine qui révéla que la direction du SWP avait renoncé à construire un parti révolutionnaire aux Etats-Unis, et qu'elle se fixait désormais pour tâches de gagner les dirigeants des mouvements petits-bourgeois au programme de la révolution socialiste.

"Plus rien ne l'empêchait désormais de se rallier ouvertement aux positions politiques du pablisme."

-- La Vérité n°530-531, septembre 1965

Pourtant, à partir de 1973, l'OCI découvrit que le SWP, qui avait renié la scission de 1953-54 avec les pablistes et qui en 1963 était retourné en rampant dans l'autre pabliste, était devenu "trotskyste" et "pas centriste". Mais ce n'est pas le SWP qui avait changé! Le SWP continue à fournir toutes les preuves de ce qui est clair depuis le milieu des années soixante: qu'il est une organisation réformiste achevée.

Le SWP a passé toute la guerre du Vietnam à construire des blocs de collaboration de classe avec des politiciens bourgeois (le National Peace Action Coalition -- NPAC) sur la base du seul mot d'ordre de "Retrait immédiat" ("Out Now") et en refusant de se battre pour la défaite de l'impérialisme US. Son travail dans le mouvement féministe a consisté pendant des années à construire des coalitions de collaboration de classe avec des féministes bourgeoises en déclarant que le féminisme est "révolutionnaire en soi". Il refuse aussi de reprendre la revendication d'"avortement libre et gratuit" parce qu'elle est "sectaire". Il y a trois ans, dans son "Watergate socialiste", le SWP a renoncé explicitement devant les tribunaux bourgeois à "toute violence ou activité illégale" (Cf. Workers Vanguard n°59, 3 janvier 1975). En 1976, le point central de sa campagne présidentielle fut d'ajouter des amendements "démocratiques" à la constitution américaine (Le Bolchévik n°4, janvier 1977). Il montre clairement ses illusions démocratiques quand il fait campagne pour la défense de

la liberté d'expression des fascistes (Spartacist, édition française n°11, avril 1976). Récemment, il a demandé à l'URSS de prendre "l'initiative du désarmement", et abandonné ouvertement la position trotskyste de défense militaire de l'Union soviétique (Le Bolchévik n°7, septembre 1977). Et la dernière en date de ses campagnes de défense des intérêts de sa propre bourgeoisie est celle qu'il a menée contre l'atterrissage du Concorde à New York en alliance avec les écologistes et des éléments ouvertement réactionnaires.

Dans sa cour éhontée aux réformistes du SWP, l'OCI a tourné définitivement la page de sa lutte -- même formelle -- contre le pablisme lorsqu'en octobre 1976 elle a signé avec la direction du SU une déclaration qui reconnaissait les prétentions du SU à être la Quatrième Internationale et qui qualifiait la LCR de "révolutionnaire" (Le Bolchévik n°4, janvier 1977). A l'époque de sa tentative (vaine) d'entrer dans le SU, l'OCI avait adressé une importante polémique au "camarade Mandel" pour lui montrer jusqu'où elle était prête à aller dans sa conduite polie et responsable, si seulement les pablistes le voulaient bien. Le document de 35 pages de Just "25 Thèses du camarade Mandel (...)" (La Correspondance Internationale n° spécial, décembre 1976) ne mentionne même pas le pablisme, suggère à peine les divergences qui séparent historiquement l'OCI des pablistes et réserve les flatteries les plus mielleuses à Mandel ("~~ce fin connaisseur des classiques du marxisme, de Trotsky en particulier~~" etc., etc.).

Aujourd'hui, après trois ans de cour assidue aux réformistes du SWP, l'OCI risque de se retrouver Gros Jean comme devant avec la dissolution de la Fraction léniniste-trotskyste (FLT) et le rapprochement des deux ailes du SU. Dans la période précédant le congrès mondial du SU en 1974, l'OCI recommandait à ses sympathisants dans le SU de soutenir la FLT. Maintenant, les partisans de l'OCI présentent le rapprochement des deux ailes du SU comme une capitulation du SWP devant la majorité de Mandel.

Mais une fois de plus, ce ne sont pas les réformistes invétérés du SWP qui ont changé de ligne; c'est au contraire la majorité pro-Mandel qui, avec la montée des fronts populaires en Europe, détourne son attention du guérillisme petit-bourgeois et des "nouvelles avant-gardes" pour s'orienter vers la formation de coalitions électorales "larges" sur la gauche du front populaire. Etant donné les appétits différents des réformistes du SWP et de ses partenaires centristes européens dirigés par Krivine et Mandel, ce rapprochement instable ne survivra pas aux futurs tournants de la lutte des classes; mais, pour l'instant, le SWP ne peut que se réjouir du tournant vers la "respectabilité" pris par ses associés.

D'ailleurs l'OCI et le SWP ont aussi des appétits qui ne concordent pas exactement. Le SWP réformiste cherche à devenir le parti de masse de la social-démocratie américaine tandis que les centristes droitiers de l'OCI,

qui sont dans un contexte national différent, doivent se contenter de coller aux basques du Parti socialiste. Mais leur orientation commune vers la social-démocratie sur le plan international les conduit souvent à une convergence programmatique. C'est au Portugal que c'est le plus clairement apparu: le SWP comme l'OCI ont été à la traîne du PS pendant toute la période pré-révolutionnaire. Tous deux l'ont soutenu en été 75 au moment où, avec l'aide financière de la CIA, il menait une mobilisation contre-révolutionnaire dirigée contre le PC et les commissions ouvrières. L'OCI a même été jusqu'à proclamer qu'"aujourd'hui le PS portugais a engagé un combat qui rejoint les intérêts fondamentaux du prolétariat (...)" (IO, 10-18 septembre 1975).

De même, le SWP et l'OCI propagent massivement des illusions dans la "démocratie" bourgeoise. Quand les Noirs sont menacés par les attaques racistes à Boston, le SWP demande au gouvernement américain d'envoyer son armée pour qu'elle "protège" les Noirs et oppose cette revendication au mot d'ordre d'autodéfense syndicale/noire. Mais les militants de l'OCI qui seraient choqués par la propagation de telles illusions dans l'Etat bourgeois devraient se souvenir de la position de l'OCI quand l'ouvrier Pierre Maître a été tué dans un piquet de grève en juin dernier. La première réaction de l'OCI a été de rapporter avec approbation que l'union locale Force Ouvrière (FO) de Reims avait été "la première" à appeler à "la dissolution de la CFT" et d'annoncer fièrement que le secrétaire de l'union locale FO était un membre de l'OCI (Informations Ouvrières n°806, 15-22 juin). Deux semaines plus tard, répondant à une lettre qui la critiquait, l'OCI déclara cyniquement "qu'IO n'a jamais repris à son compte le mot d'ordre de 'dissolution de la CFT'". Pourtant le mot d'ordre de "dissolution de la CFT" ne faisait que reprendre la position que l'OCI avait adoptée lors de l'assassinat du militant du PC Michel Labroche en 1972. L'OCI avait alors signé avec le PS, FO et la CGT une déclaration appelant à la "dissolution des bandes (SAC et Cie) armées par les ennemis de la classe ouvrière" (Informations Ouvrières n°562, 4-10 mai 1972).

L'expérience de l'Unidad Popular d'Allende au Chili a confirmé ce que la tendance spartaciste internationale (TSI) est seule à proclamer, à savoir que le front populaire ne constitue pas un pas en avant par rapport au gouvernement des seuls partis bourgeois. Il sert simplement à détourner les luttes des travailleurs tout en donnant à la bourgeoisie le temps de préparer des agents plus directs. Comme Trotsky l'a écrit dans le Programme de Transition: "Les fronts populaires d'une part, le fascisme de l'autre, sont les dernières ressources politiques de l'impérialisme dans la lutte contre la révolution prolétarienne".

Ceux qui, à cette époque, répétaient aux ouvriers chiliens que le front populaire représentait l'"unité ouvrière" et la "voie de la victoire" ont renforcé les illusions dans le front populaire et ont pavé la voie à la sanglante défaite du prolétariat chilien. Les travailleurs chiliens se souviendront longtemps du rôle de ces suivistes du front populaire, tout comme les ouvriers avancés de France se souviendront longtemps du rôle de l'OCI qui utilise aujourd'hui les mêmes arguments traîtres pour préparer l'arrivée du front populaire.

Dans une intervention aux Journées d'Etudes de l'OCI en juin dernier, une camarade de la Ligue trotskyste de France évoquait ainsi la dégénérescence de l'OCI:

"En 56, quand l'OCI était alors le PCI et luttait contre les pablistes, pour le trotskysme, elle a refusé de voter pour le PC et la SFIO alors qu'ils étaient dans un front populaire, elle s'est attaquée aux illusions électoralistes en projetant une lutte révolutionnaire contre la bourgeoisie, alors que les pablistes, eux, votaient pour le PC et le PS. Qui est-ce qui défend cette politique aujourd'hui? Aujourd'hui, même si elle y met les formes, l'OCI a abandonné la lutte contre le front populaire. (...)

"En 1972, on m'a recrutée à l'AJS sur le mot d'ordre de gouvernement ouvrier. Aujourd'hui, on se limite au mot d'ordre de République en Espagne avec les mêmes excuses que les sociaux-démocrates.

"Le premier bouquin qu'on m'a fait lire quand j'étais à l'AJS, c'était 'Défense du trotskysme'; on y critiquait le SWP, on disait qu'il n'avait rien à voir avec le trotskysme, à juste titre d'ailleurs: je les ai vus à l'oeuvre aux Etats-Unis, ils défendaient les droits des fascistes... Mais aujourd'hui on dit dans l'OCI que le SWP est miraculeusement redevenu trotskyste.

"Au temps où j'étais à l'AJS, on attaquait les pablistes. Aujourd'hui, la direction de l'OCI signe un document avec Mandel et Frank qui qualifie la LCR de révolutionnaire et le SU de Quatrième Internationale — et même sans guillemets. L'OCI ne lutte pas contre le pablistisme. Aujourd'hui, c'est la Ligue trotskyste de France qui a repris le flambeau.

"Comme le PCI des années 50 nous ne sommes pas encore nombreux; mais c'est nous, c'est la tendance spartaciste internationale, qui représentons la continuité programmatique de Lénine et de Trotsky."

Ligue trotskyste de France
16 novembre 1977